

Publication formelle des textes des accords proposés avec le FMI
et la Banque mondiale

Précisions données par le Secrétariat

Les accords proposés entre l'OMC et le FMI et l'OMC et la Banque mondiale et les documents s'y rapportant ont été distribués aux Membres à titre informel le 6 juin 1996 sous le n° 2903.

Ces textes sont publiés dans le document WT/GC/W/43 ci-joint, qui comprend des annexes et un tableau. Il s'agit exactement des mêmes textes que ceux qui sont parus sous le n° 2903, à quelques exceptions près:

- i) appellations formelles ("annexes", etc.);
- ii) correction de quelques erreurs typographiques;
- iii) suppression, à la fin des *Commentaires*, de la partie *Signatures* des Accords. Celle-ci avait été reproduite pour ne rien omettre mais elle a maintenant été éliminée de manière à éviter tout malentendu (les *Commentaires* ne doivent pas être signés); et
- iv) insertion des mots "le Comité de l'accès aux marchés," à la septième ligne du Commentaire sur le paragraphe 5 de l'Accord OMC/Banque mondiale, mots qui avaient *par erreur* été omis dans la version initiale parue sous le n° 2903. Le Secrétariat a informé les Membres de cette omission et leur a demandé d'en prendre note au cours de la réunion informelle du Conseil général du 20 juin 1996.

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/GC/W/43

4 novembre 1996

(96-4680)

ACCORDS DE L'OMC AVEC LE FMI ET LA BANQUE MONDIALE

Le Directeur général a été mandaté par le Conseil général (WT/GC/M/5) pour élaborer des projets d'accords de coopération avec le Fonds monétaire international (ci-après dénommé "le Fonds") et la Banque mondiale (ci-après dénommée "la Banque"). Conformément à ce mandat, le Secrétariat a travaillé avec les fonctionnaires du Fonds et de la Banque pour préparer les projets d'accords demandés, que l'on trouvera en annexe (annexes I et II, respectivement), avec deux projets de lettres d'accompagnement émanant respectivement du Directeur général du Fonds et du Président de la Banque (annexe I A et annexe II A, respectivement). Sont également inclus deux documents renfermant des commentaires sur ces accords (annexes III et IV, respectivement), qui ont été mis au point conjointement et d'un commun accord par les fonctionnaires du Secrétariat de l'OMC, du Fonds et de la Banque, et qui expliquent l'importance de certaines dispositions contenues dans les accords. En outre, afin de faciliter le travail d'examen par les Membres, on trouvera ci-joint un tableau (tableau I) qui reprend le mandat donné par le Conseil général et indique la manière dont les dispositions des accords conclus avec le Fonds et la Banque permettent de remplir ce mandat.

Compte tenu de l'importance accordée par les Ministres à Marrakech au renforcement de la coopération entre l'OMC d'une part, et le Fonds et la Banque d'autre part, les accords conclus avec ces deux institutions représentent un grand pas dans la bonne direction. Les accords reconnaissent qu'il existe depuis plusieurs décennies une relation étroite de collaboration entre le GATT/l'OMC d'une part, et le Fonds et la Banque, d'autre part, et qu'il importe de renforcer cette relation. Ils jettent aussi entre les organisations les fondements qui permettront de mettre en oeuvre la Déclaration sur la contribution de l'Organisation mondiale du commerce à une plus grande cohérence dans l'élaboration des politiques économiques au niveau mondial.

Les accords renforcent sensiblement les relations de collaboration de l'OMC avec le Fonds et avec la Banque et leur donnent un caractère officiel tout en préservant pleinement l'indépendance et le rôle différent de chacune des institutions. Les accords renferment des résultats concrets concernant le statut d'observateur et les procédures de consultation pour permettre l'adoption de politiques cohérentes qui se renforcent mutuellement, l'échange de documents et l'accès aux bases de données et ils prévoient, de manière générale, une collaboration accrue dans tous les domaines d'intérêt mutuel.

Les projets d'accords figurant dans les annexes I et II sont soumis aux Membres pour examen et approbation.

ANNEXE I

Accord entre le Fonds monétaire international et l'Organisation mondiale du commerce

Préambule

CONSIDERANT que la mondialisation des marchés a entraîné des interactions croissantes des politiques économiques suivies par les différents pays;

RECONNAISSANT qu'il existe des liens croissants entre les différents aspects de l'élaboration des politiques économiques qui relèvent des mandats respectifs du Fonds monétaire international (ci-après dénommé le "Fonds") et de l'Organisation mondiale du commerce (ci-après dénommée l'"OMC") et que l'Accord de Marrakech demande une plus grande cohérence dans l'élaboration des politiques économiques au niveau international;

RECONNAISSANT qu'il existe depuis plusieurs décennies une relation étroite de collaboration entre le Fonds et les PARTIES CONTRACTANTES à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce et qu'il importe de poursuivre et de renforcer cette relation entre le Fonds et l'OMC;

EU EGARD à l'article X des Statuts du Fonds qui dispose que "le Fonds collabore, dans le cadre des présents Statuts, avec les organisations internationales de caractère général ainsi qu'avec tout organisme international public ayant des fonctions spécialisées dans des domaines connexes";

EU EGARD au paragraphe 5 de l'article III de l'Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce, qui dispose qu'"en vue de rendre plus cohérente l'élaboration des politiques économiques au niveau mondial, l'OMC coopérera, selon qu'il sera approprié, avec le Fonds monétaire international";

EU EGARD aux déclarations que renferme l'Accord de Marrakech sur la contribution de l'Organisation mondiale du commerce à une plus grande cohérence dans l'élaboration des politiques économiques au niveau mondial et sur la relation de l'OMC avec le Fonds ainsi qu'aux dispositions des paragraphes 1, 2 et 3 de l'article XV et des articles XII et XVIII de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 (GATT de 1994) ainsi que des articles XI, XII et XXVI de l'Accord général sur le commerce des services (AGCS) en matière de coopération et de consultation, notamment en ce qui concerne les questions de change et les questions commerciales;

Le Fonds et l'OMC *conviennent* de ce qui suit:

Paragraphe 1

Le Fonds et l'OMC collaboreront pour l'exécution de leurs mandats respectifs conformément aux dispositions du présent accord.

Paragraphe 2

Le Fonds et l'OMC se consulteront mutuellement en vue d'arriver à une plus grande cohérence dans l'élaboration des politiques économiques au niveau mondial.

Paragraphe 3

Le Fonds informera l'OMC de toute décision portant approbation de restrictions sur les paiements ou transferts afférents à des transactions internationales courantes, de toute décision portant approbation de mesures monétaires discriminatoires ou de pratiques de taux de change multiples, et de toute décision demandant à un membre du Fonds d'exercer des contrôles propres à empêcher des sorties importantes ou prolongées de capitaux.

Paragraphe 4

Le Fonds accepte de participer aux consultations tenues par le Comité des restrictions appliquées à des fins de balance des paiements de l'OMC sur les mesures prises par un Membre de l'OMC en vue de protéger l'équilibre de sa balance des paiements. Les procédures régissant actuellement la participation du Fonds à ces consultations seront maintenues et pourront être adaptées, selon qu'il conviendra, conformément au paragraphe 14 ci-après.

Paragraphe 5

Le Fonds invitera le Secrétariat de l'OMC à envoyer un observateur aux réunions ordinaires du Conseil d'administration du Fonds portant sur des questions de politique commerciale générale et régionale, y compris l'élaboration des politiques du Fonds touchant des questions commerciales, ainsi qu'aux réunions consacrées à l'examen des Perspectives de l'économie mondiale lorsque celui-ci comporte un élément commerce important. En outre, lorsque des consultations entre les services du Fonds et le Secrétariat de l'OMC aboutissent à la conclusion que des questions présentant un intérêt commun particulier pour les deux organisations seront examinées à d'autres réunions du Conseil d'administration, y compris des questions concernant des pays déterminés, ou à des réunions du Comité de liaison avec l'OMC, le Directeur général recommandera d'inviter le Secrétariat de l'OMC à envoyer un observateur à ces réunions.

Paragraphe 6

L'OMC invitera le Fonds à envoyer un membre de ses services en qualité d'observateur aux réunions de la Conférence ministérielle, du Conseil général, de l'Organe d'examen des politiques commerciales, des trois Conseils sectoriels, du Comité du commerce et du développement, du Comité des accords commerciaux régionaux, du Comité des mesures concernant les investissements et liées au commerce et du Comité du commerce et de l'environnement et de leurs organes subsidiaires (à l'exclusion du Comité du budget, des finances et de l'administration, de l'Organe de règlement des différends et des groupes spéciaux chargés du règlement des différends). L'OMC invitera le Fonds à envoyer un membre de ses services en qualité d'observateur aux réunions de l'Organe de règlement des différends lorsque des questions entrant dans la sphère de compétence du Fonds doivent être examinées. L'OMC invitera également le Fonds à envoyer un membre de ses services à d'autres réunions de l'Organe de règlement des différends ainsi qu'aux réunions d'autres organes de l'OMC pour lesquelles la participation n'est pas prévue ci-dessus (à l'exclusion du Comité du budget, des finances et de l'administration et des groupes spéciaux chargés du règlement des différends) lorsque l'OMC, après consultation entre le Secrétariat de l'OMC et les services du Fonds, constate que cette présence aurait un intérêt commun particulier pour les deux organisations.

Paragraphe 7

Le Fonds et l'OMC se communiqueront mutuellement à l'avance l'ordre du jour et les documents pertinents établis pour les réunions auxquelles ils sont invités conformément aux dispositions du présent accord. En outre, le Fonds communiquera au Secrétariat de l'OMC l'ordre du jour des réunions du

Conseil d'administration au moment de sa distribution au Fonds, et l'OMC communiquera au Fonds l'ordre du jour des réunions de l'Organe de règlement des différends au moment de sa distribution à l'OMC.

Paragraphe 8

Chaque organisation pourra communiquer par écrit ses vues sur des questions d'intérêt mutuel à l'autre organisation ou à l'un de ses organes ou entités (à l'exclusion des groupes spéciaux de l'OMC chargés du règlement des différends) et ces vues feront partie des documents officiels de ces organes et entités. Le Fonds fera savoir par écrit à l'organe de l'OMC compétent (y compris les groupes spéciaux chargés du règlement des différends) qui examine des mesures de change relevant de la compétence du Fonds si ces mesures sont compatibles avec les Statuts du Fonds.

Paragraphe 9

Aux fins du présent accord, le Directeur général de l'OMC et le Directeur général du Fonds assureront une collaboration entre les secrétariats des deux institutions et, à cet effet, conviendront de procédures appropriées en vue d'une collaboration, y compris l'accès aux bases de données et l'échange de vues sur des questions de compétence et de politique.

Paragraphe 10

Les services du Fonds consulteront le Secrétariat de l'OMC au sujet des problèmes d'incompatibilité éventuelle entre des mesures examinées avec un membre commun et les obligations de ce membre au titre de l'Accord sur l'OMC. Le Secrétariat de l'OMC consultera les services du Fonds au sujet des problèmes d'incompatibilité éventuelle entre des mesures examinées avec un membre commun et les obligations de ce membre au titre des Statuts du Fonds.

Paragraphe 11

Le Fonds communiquera à l'OMC, dans les moindres délais après qu'ils auront été distribués au Conseil d'administration, pour usage par son Secrétariat à titre confidentiel, les rapports et documents d'information connexes établis par ses services sur les consultations au titre de l'article IV et l'utilisation des ressources du Fonds, concernant les membres communs et les membres du Fonds souhaitant accéder à l'OMC, sous réserve de l'agrément du membre.

Paragraphe 12

L'OMC communiquera au Fonds, pour usage par sa direction et ses services à titre confidentiel, les rapports établis dans le cadre du Mécanisme d'examen des politiques commerciales, les comptes rendus des réunions et les rapports des conseils, organes et comités, et les rapports des Membres de l'OMC à ces entités.

Paragraphe 13

Chaque partie au présent accord fera en sorte que les renseignements communiqués dans le cadre du présent accord ne soient utilisés que dans les limites spécifiées par l'autre partie.

Paragraphe 14

Le Directeur général de l'OMC et le Directeur général du Fonds seront responsables de la mise en oeuvre du présent accord et, à cette fin, prendront les dispositions qu'ils jugeront appropriées.

Paragraphe 15

Le présent accord sera réexaminé à la demande de l'une ou l'autre des parties et pourra être modifié par accord mutuel.

Paragraphe 16

Le présent accord pourra être dénoncé par l'une des parties au moyen d'une notification écrite à l'autre partie et, à moins que les parties n'en conviennent autrement, il cessera de produire ses effets six mois après réception de la notification.

Paragraphe 17

Après approbation par le Conseil général de l'OMC et le Conseil d'administration du Fonds, le présent accord entrera en vigueur à la date de sa signature.

A ajouter au moment de la signature:

Signé à _____ le _____ en deux exemplaires

Pour l'Organisation mondiale du commerce

Pour le Fonds monétaire international

Directeur général

Directeur général

ANNEXE I A

Projet de lettre d'accompagnement de M. Camdessus

Monsieur le Directeur général,

J'ai l'honneur de transmettre ci-joint à l'Organisation mondiale du commerce le texte de l'Accord de coopération entre le FMI et l'OMC, approuvé par le Conseil d'administration du FMI le 1996.

En ce qui concerne le Comité intérimaire et le Comité du développement, et afin de promouvoir une coopération plus étroite entre nos institutions, j'ai recommandé que le Directeur général de l'OMC soit régulièrement invité à assister en qualité d'observateur aux séances plénières de ces Comités, ainsi qu'aux réunions à participation restreinte pendant lesquelles des questions d'intérêt commun doivent être examinées.

Veuillez agréer, Monsieur le Directeur général, l'assurance de ma haute considération.

Michel Camdessus
Directeur général

ANNEXE II

Accord entre la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, l'Association internationale de développement et l'Organisation mondiale du commerce

ACCORD, daté du _____, _____, _____, entre la BANQUE INTERNATIONALE POUR LA RECONSTRUCTION ET LE DEVELOPPEMENT, l'ASSOCIATION INTERNATIONALE DE DEVELOPPEMENT (ci-après dénommées collectivement la Banque mondiale) ET l'ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE (ci-après dénommée l'OMC).

Préambule

CONSIDERANT que la mondialisation des marchés a entraîné des interactions croissantes des politiques économiques suivies par les différents pays;

RECONNAISSANT qu'il existe des liens croissants entre les différents aspects de l'élaboration des politiques économiques qui relèvent des mandats respectifs de la Banque mondiale et de l'OMC et que l'Accord de Marrakech demande une plus grande cohérence dans l'élaboration des politiques économiques au niveau international;

RECONNAISSANT qu'il existe depuis plusieurs décennies une relation étroite de collaboration entre la Banque mondiale et les PARTIES CONTRACTANTES à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, et qu'il importe de poursuivre et de renforcer cette relation entre la Banque mondiale et l'OMC;

EU EGARD à l'article V, Section 8 a) des Statuts de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement qui dispose que la Banque "coopérera avec toute organisation internationale générale ainsi qu'avec les organisations publiques internationales ayant des fonctions spécialisées dans des domaines connexes";

EU EGARD à la Déclaration sur la contribution de l'Organisation mondiale du commerce à une plus grande cohérence dans l'élaboration des politiques économiques au niveau mondial, et au paragraphe 5 de l'article III de l'Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce, qui dispose qu'"en vue de rendre plus cohérente l'élaboration des politiques économiques au niveau mondial, l'OMC coopérera, selon qu'il sera approprié, avec le Fonds monétaire international et avec la Banque internationale pour la reconstruction et le développement et ses institutions affiliées";

La Banque mondiale et l'OMC *conviennent* de ce qui suit:

Paragraphe 1

La Banque mondiale et l'OMC collaboreront pour l'exécution de leurs mandats respectifs conformément aux dispositions du présent accord.

Paragraphe 2

La Banque mondiale et l'OMC se consulteront mutuellement en vue d'arriver à une plus grande cohérence dans l'élaboration des politiques économiques au niveau mondial.

Paragraphe 3

La Banque mondiale convient d'accorder à l'OMC le statut d'observateur à l'Assemblée annuelle du Conseil des Gouverneurs. L'OMC convient d'accorder à la Banque mondiale le statut d'observateur aux réunions de la Conférence ministérielle.

Paragraphe 4

La Banque mondiale invitera le Secrétariat de l'OMC à envoyer un observateur aux réunions des Administrateurs de la Banque mondiale portant sur des questions de politique commerciale générale et régionale, y compris l'élaboration des politiques de la Banque mondiale touchant des questions commerciales. En outre, lorsque des consultations entre les services de la Banque mondiale et le Secrétariat de l'OMC aboutissent à la conclusion que des questions présentant un intérêt commun particulier pour les deux organisations seront examinées à d'autres réunions des Administrateurs, y compris des questions concernant des pays déterminés, le Président de la Banque mondiale recommandera d'inviter le Secrétariat de l'OMC à envoyer un observateur à ces réunions.

Paragraphe 5

L'OMC invitera la Banque mondiale à envoyer un membre de ses services en qualité d'observateur aux réunions du Conseil général, de l'Organe d'examen des politiques commerciales, des trois Conseils sectoriels, du Comité du commerce et du développement, du Comité des accords commerciaux régionaux, du Comité des mesures concernant les investissements et liées au commerce et du Comité du commerce et de l'environnement et de leurs organes subsidiaires (à l'exclusion de l'Organe de règlement des différends, du Comité du budget, des finances et de l'administration, et des groupes spéciaux chargés du règlement des différends). L'OMC invitera la Banque mondiale à envoyer un membre de ses services en qualité d'observateur aux réunions d'autres organes de l'OMC pour lesquelles la participation n'est pas prévue ci-dessus (à l'exclusion du Comité du budget, des finances et de l'administration et des groupes spéciaux chargés du règlement des différends) lorsque la Banque mondiale et l'OMC prévoient que des questions particulières présentant un intérêt commun pour les deux organisations y seront examinées.

Paragraphe 6

La Banque mondiale et l'OMC se communiqueront mutuellement à l'avance l'ordre du jour et les documents pertinents établis pour les réunions auxquelles elles sont invitées conformément aux dispositions du présent accord. En outre, la Banque mondiale communiquera au Secrétariat de l'OMC l'ordre du jour des réunions des Administrateurs au moment de sa distribution à la Banque mondiale, et l'OMC communiquera à la Banque mondiale l'ordre du jour des réunions des autres organes au moment de sa distribution à l'OMC.

Paragraphe 7

Aux fins du présent accord, le Directeur général de l'OMC et le Président de la Banque mondiale assureront une collaboration entre les secrétariats des deux institutions qui, à cet effet, selon qu'il conviendra, se donneront mutuellement accès à leurs bases de données, entreprendront des activités conjointes de recherche et de coopération technique et échangeront des vues sur les questions de politique.

Paragraphe 8

Le Secrétariat de l'OMC et les services de la Banque mondiale procéderont à des consultations et à des échanges de vues sur toutes les questions d'intérêt mutuel en vue d'assurer l'adoption de

politiques cohérentes qui se renforcent mutuellement. A cette fin, ils se tiendront régulièrement informés de leurs programmes et activités concernant les questions en rapport avec le commerce international.

Paragraphe 9

Sous réserve des limitations qui pourront être nécessaires pour respecter le caractère confidentiel des données, l'OMC et la Banque mondiale prendront des dispositions pour assurer l'échange, au moment opportun, de renseignements, rapports et autres documents d'intérêt mutuel.

Paragraphe 10

Chaque partie au présent accord fera en sorte que les renseignements communiqués dans le cadre du présent accord ne soient utilisés que dans les limites spécifiées par l'autre partie.

Paragraphe 11

Le Directeur général de l'OMC et le Président de la Banque mondiale seront responsables de la mise en oeuvre du présent accord et, à cette fin, prendront les dispositions qu'ils jugeront appropriées.

Paragraphe 12

Le présent accord sera réexaminé à la demande de l'une ou l'autre des parties et pourra être modifié par accord mutuel.

Paragraphe 13

Le présent accord pourra être dénoncé par l'une des parties au moyen d'une notification écrite à l'autre partie et, à moins que les parties n'en conviennent autrement, il cessera de produire ses effets six mois après réception de la notification.

Le présent accord entrera en vigueur à la date de sa signature.

Signé à _____ le _____ en deux exemplaires.

Pour l'Organisation mondiale du commerce

Pour la Banque mondiale

Directeur général

Président

ANNEXE II A

Projet de lettre d'accompagnement de M. Wolfensohn

Monsieur le Directeur général,

J'ai l'honneur de transmettre ci-joint à l'Organisation mondiale du commerce le texte de l'Accord entre la Banque mondiale et l'OMC, approuvé par les Administrateurs le 1996.

En ce qui concerne le Comité du développement, et afin de promouvoir une coopération plus étroite entre nos institutions, j'ai recommandé que le Directeur général de l'OMC soit régulièrement invité à assister en qualité d'observateur aux séances plénières de ce comité, ainsi qu'aux réunions à participation restreinte pendant lesquelles des questions d'intérêt commun doivent être examinées.

Veuillez agréer, Monsieur le Directeur général, l'assurance de ma haute considération.

James D. Wolfensohn
Président

ANNEXE III

Commentaire convenu

sur

L'Accord entre le Fonds monétaire international et l'Organisation mondiale du commerce

(Pas de commentaire sur le préambule)

Paragraphe 1

Le Fonds et l'OMC collaboreront pour l'exécution de leurs mandats respectifs conformément aux dispositions du présent accord.

Commentaire: Cette disposition de l'Accord établit la base de la collaboration entre le Fonds et l'OMC.

Paragraphe 2

Le Fonds et l'OMC se consulteront mutuellement en vue d'arriver à une plus grande cohérence dans l'élaboration des politiques économiques au niveau mondial.

Commentaire: En vertu de cette disposition, il est convenu que le Fonds et l'OMC se consulteront mutuellement au niveau institutionnel en vue d'arriver à une plus grande cohérence dans l'élaboration des politiques économiques au niveau mondial. Un groupe de travail sur la cohérence (composé de hauts fonctionnaires du Fonds, de la Banque mondiale et de l'OMC) a été créé et il établira un rapport conjoint destiné aux chefs de secrétariat des trois institutions sur une manière de procéder pour arriver à une plus grande cohérence dans l'élaboration des politiques économiques au niveau mondial. Le rapport évaluera l'étendue du sujet, définira les types de questions à examiner et suggérera d'éventuels mécanismes de mise en oeuvre.

Paragraphe 3

Le Fonds informera l'OMC de toute décision portant approbation de restrictions sur les paiements ou transferts afférents à des transactions internationales courantes, de toute décision portant approbation de mesures monétaires discriminatoires ou de pratiques de taux de change multiples, et de toute décision demandant à un membre du Fonds d'exercer des contrôles propres à empêcher des sorties importantes ou prolongées de capitaux.

Commentaire: Cette communication des décisions du Fonds a un intérêt pour la mise en oeuvre du GATT et de l'AGCS en raison de certaines conséquences dans le cadre de ces accords lorsqu'une mesure est compatible avec les Statuts du Fonds (article XV du GATT de 1994 et article XI de l'AGCS). En outre, au titre de l'AGCS, les Membres sont autorisés, dans certaines circonstances, à exercer des contrôles sur les transactions en capital ayant un rapport avec les engagements qu'ils ont inscrits dans leurs Listes, notamment si ces contrôles sont exercés à la demande du Fonds. Dans la pratique, le Fonds n'a jamais usé du pouvoir qu'il a de demander des contrôles sur les transactions en capital (article VI, section 1 a) des Statuts du Fonds).

La non-approbation de mesures de change qui constituent des restrictions en vertu des Statuts du Fonds (et peuvent faire l'objet de consultations en ce qui concerne leurs incidences commerciales au titre des dispositions de l'OMC relatives à la balance des paiements ou d'une action dans le cadre du mécanisme de règlement des différends de l'OMC) ne serait pas notifiée séparément à l'OMC. Des renseignements sur ces mesures figurent toutefois dans les rapports des services du Fonds sur les consultations tenues au titre de l'article IV qui seront communiqués au Secrétariat de l'OMC (voir le paragraphe 11); en outre, les services du Fonds répondraient volontiers aux demandes de précisions du Secrétariat sur le statut de ces mesures.

Paragraphe 4

Le Fonds accepte de participer aux consultations tenues par le Comité des restrictions appliquées à des fins de balance des paiements de l'OMC sur les mesures prises par un Membre de l'OMC en vue de protéger l'équilibre de sa balance des paiements. Les procédures régissant actuellement la participation du Fonds à ces consultations seront maintenues et pourront être adaptées, selon qu'il conviendra, conformément au paragraphe 14 ci-après.

Commentaire: Les consultations auraient lieu conformément aux exigences de l'OMC concernant l'application de ses règles sur les mesures liées au commerce prises pour des raisons de balance des paiements. Cette disposition rend permanent l'accord provisoire énoncé dans un échange de lettres de décembre 1994 entre le Fonds et le Président du Comité des restrictions à l'importation (balance des paiements) du GATT visant à appliquer à l'OMC les procédures qui existaient vis-à-vis du GATT et à les étendre aux services.

Dans le cadre des procédures existantes, le Secrétariat de l'OMC et les services du Fonds se concertent pour que le calendrier des consultations convienne au Membre concerné et aux institutions de manière que le Fonds soit en mesure de fournir les renseignements requis. Le Fonds communique au Comité des restrictions appliquées à des fins de balance des paiements de l'OMC la version la plus récente du document intitulé "Recent Economic Developments", sous réserve de l'agrément du Membre, et des renseignements généraux supplémentaires (au cas où ce document aurait besoin d'être actualisé) ainsi qu'un état de la situation de la balance des paiements du Membre et de ses réserves de change, qui sont approuvés par le Conseil d'administration, normalement par défaut d'opposition. Les services du Fonds reçoivent et commentent un document de base que le Secrétariat de l'OMC établit à partir notamment du Rapport sur la consultation tenue au titre de l'article IV et des documents d'information qui lui sont régulièrement communiqués par le Fonds (voir le paragraphe 12 sur la communication des documents). Le représentant du Fonds participe aux débats et il peut répondre aux questions posées par les membres du Comité.

Le paragraphe prévoit également que les procédures peuvent être adaptées (voir plus loin le paragraphe 14 sur la mise en oeuvre).

Paragraphe 5

Le Fonds invitera le Secrétariat de l'OMC à envoyer un observateur aux réunions ordinaires du Conseil d'administration du Fonds portant sur des questions de politique commerciale générale et régionale, y compris l'élaboration des politiques du Fonds touchant des questions commerciales, ainsi qu'aux réunions consacrées à l'examen des Perspectives de l'économie mondiale lorsque celui-ci comporte un élément commerce important. En outre, lorsque des consultations entre les services du Fonds et le Secrétariat de l'OMC aboutissent à la conclusion que des questions présentant un intérêt commun particulier pour les deux organisations seront examinées à d'autres réunions du Conseil d'administration, y compris des questions concernant des pays déterminés, ou à des

réunions du Comité de liaison avec l'OMC, le Directeur général recommandera d'inviter le Secrétariat de l'OMC à envoyer un observateur à ces réunions.

Commentaire: Ce paragraphe concerne la participation d'un représentant du Secrétariat de l'OMC, en qualité d'observateur, aux réunions en question du Conseil d'administration du Fonds. Une distinction est faite entre deux catégories de réunions. Pour ce qui est de la première, l'Accord prévoit une invitation permanente aux réunions ordinaires du Conseil d'administration du Fonds lorsque la discussion porte sur des questions de politique commerciale générale ou régionale (comme le Document de synthèse sur le commerce international) ou lorsqu'un examen des Perspectives de l'économie mondiale comporte un élément commerce important. Telle qu'elle est utilisée dans cette disposition, l'expression "élément commerce" vise non seulement le commerce des marchandises et des services, mais aussi les questions liées au commerce relevant des accords annexés à l'Accord instituant l'OMC.¹ Il s'agit de réunions "ordinaires", ce qui signifie que l'invitation permanente n'est pas valable lorsque le Conseil d'administration exerce sa prérogative de tenir des réunions "à participation restreinte", ce qui exclut la présence de tout observateur et limite la participation des membres des services du Fonds.²

Pour la deuxième catégorie de réunions, il est prévu d'inviter sur une base ad hoc le Secrétariat de l'OMC à envoyer un observateur à des réunions du Conseil d'administration n'entrant pas dans la première catégorie. Selon la procédure établie par la disposition, il peut y avoir, à l'initiative soit du Secrétariat de l'OMC soit des services du Fonds, des consultations informelles sur la participation éventuelle du représentant du Secrétariat de l'OMC à la réunion pertinente du Conseil d'administration ou du Comité de liaison avec l'OMC. Lorsque les deux secrétariats arrivent à la conclusion que la question présente un intérêt commun particulier pour les deux institutions, le Directeur général du Fonds recommandera d'inviter le représentant de l'OMC à la réunion en question. Le mot "particulier" signifie qu'il doit s'agir de questions ayant une importance suffisante pour les deux institutions. Il appartiendra dans chaque cas au Conseil d'administration d'adresser ou non l'invitation, compte tenu de la recommandation du Directeur général.

Il a été convenu que le Directeur général du FMI recommanderait d'inviter le Directeur général de l'OMC à assister, en qualité d'observateur, aux réunions du Comité intérimaire et du Comité du développement, comme il est indiqué en annexe.

Paragraphe 6

L'OMC invitera le Fonds à envoyer un membre de ses services en qualité d'observateur aux réunions de la Conférence ministérielle, du Conseil général, de l'Organe d'examen des politiques commerciales, des trois Conseils sectoriels, du Comité du commerce et du développement, du

¹Les accords suivants sont annexés à l'Accord instituant l'OMC: Annexe 1 - GATT de 1994 et accords sur l'agriculture, les mesures sanitaires et phytosanitaires, les textiles et les vêtements, les obstacles techniques au commerce, les mesures concernant les investissements et liées au commerce, les mesures antidumping, les procédures douanières, l'inspection avant expédition, les règles d'origine, les licences d'importation, les subventions et les mesures compensatoires, les sauvegardes, les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce et l'AGCS; Annexe 2 - Mémoire sur le règlement des différends; Annexe 3 - Mécanisme d'examen des politiques commerciales; et Annexe 4 - Accords commerciaux plurilatéraux sur le commerce des aéronefs civils, les marchés publics, le secteur laitier et la viande bovine.

²Dans la pratique, ce type de réunion est peu fréquent; en 1995 par exemple, cinq réunions du Conseil d'administration seulement, sur un total de 124, ont été à participation restreinte.

Comité des accords commerciaux régionaux, du Comité des mesures concernant les investissements et liées au commerce et du Comité du commerce et de l'environnement et de leurs organes subsidiaires (à l'exclusion du Comité du budget, des finances et de l'administration, de l'Organe de règlement des différends et des groupes spéciaux chargés du règlement des différends). L'OMC invitera le Fonds à envoyer un membre de ses services en qualité d'observateur aux réunions de l'Organe de règlement des différends lorsque des questions entrant dans la sphère de compétence du Fonds doivent être examinées. L'OMC invitera également le Fonds à envoyer un membre de ses services à d'autres réunions de l'Organe de règlement des différends ainsi qu'aux réunions d'autres organes de l'OMC pour lesquelles la participation n'est pas prévue ci-dessus (à l'exclusion du Comité du budget, des finances et de l'administration et des groupes spéciaux chargés du règlement des différends) lorsque l'OMC, après consultation entre le Secrétariat de l'OMC et les services du Fonds, constate que cette présence aurait un intérêt commun particulier pour les deux organisations.

Commentaire: Comme au paragraphe 5, il est prévu qu'un membre des services du Fonds participe, en qualité d'observateur, aux réunions en question. Deux cas de figure sont par ailleurs envisagés. Premièrement, une invitation permanente est prévue pour toutes les réunions des organes mentionnés dans la première phrase et pour les réunions de l'Organe de règlement des différends à l'ordre du jour desquelles sont inscrites des questions entrant dans la sphère de compétence du Fonds. Deuxièmement, pour les autres réunions des organes de l'OMC (sauf les deux qui sont expressément exclus), une invitation sera faite dans les cas où l'organe pertinent de l'OMC constate, après consultation entre le Secrétariat de l'OMC et les services du Fonds, qu'à l'ordre du jour de ces réunions figure une question présentant un intérêt commun particulier pour les deux institutions (selon la définition donnée de cette expression dans le commentaire relatif au paragraphe 5).

Dans le présent accord, l'expression "groupes spéciaux chargés du règlement des différends" englobe les groupes spéciaux, les arbitres et l'Organe d'appel établi conformément au Mémorandum d'accord sur le règlement des différends de l'OMC, l'Organe de supervision des textiles établi conformément à l'Accord de l'OMC sur les textiles et les vêtements, le Groupe d'experts permanent établi conformément à l'Accord de l'OMC sur les subventions et les mesures compensatoires, les groupes spéciaux désignés par l'Entité indépendante établie conformément à l'Accord de l'OMC sur l'inspection avant expédition et tout autre organe à participation restreinte constitué pour le règlement de différends.

Paragraphe 7

Le Fonds et l'OMC se communiqueront mutuellement à l'avance l'ordre du jour et les documents pertinents établis pour les réunions auxquelles ils sont invités conformément aux dispositions du présent accord. En outre, le Fonds communiquera au Secrétariat de l'OMC l'ordre du jour des réunions du Conseil d'administration au moment de sa distribution au Fonds, et l'OMC communiquera au Fonds l'ordre du jour des réunions de l'Organe de règlement des différends au moment de sa distribution à l'OMC.

Commentaire: Pour les réunions auxquelles une institution invite un représentant de l'autre institution, la première communiquera à la seconde, avant la réunion, l'ordre du jour et les documents pertinents. En vertu de cette disposition, le Fonds est en outre tenu de faire parvenir au Secrétariat de l'OMC l'ordre du jour de toutes les réunions du Conseil d'administration au moment où il est distribué au Fonds (c'est-à-dire normalement le jour précédant la réunion) et l'OMC est tenue de faire parvenir au Fonds l'ordre du jour des réunions de l'Organe de règlement des différends au moment où il est distribué à l'OMC. De plus, dans le cadre d'un arrangement informel, les services du Fonds communiqueront un exemplaire du calendrier

indicatif des réunions du Conseil d'administration au Secrétariat de l'OMC, pour son usage à titre confidentiel, peu après qu'il aura été distribué au Fonds. De manière générale, ces mesures devraient permettre à chaque institution d'être dûment informée en temps voulu des activités de l'autre.

Paragraphe 8

Chaque organisation pourra communiquer par écrit ses vues sur des questions d'intérêt mutuel à l'autre organisation ou à l'un de ses organes ou entités (à l'exclusion des groupes spéciaux de l'OMC chargés du règlement des différends) et ces vues feront partie des documents officiels de ces organes et entités. Le Fonds fera savoir par écrit à l'organe de l'OMC compétent (y compris les groupes spéciaux chargés du règlement des différends) qui examine des mesures de change relevant de la compétence du Fonds si ces mesures sont compatibles avec les Statuts du Fonds.

Commentaire: Cette disposition permet à chaque organisation de communiquer ses vues à tout organe ou entité de l'autre organisation (autres que les entités expressément exclues). Si ces communications peuvent porter sur toutes les questions, elles devraient dans la pratique être utilisées uniquement aux fins de communiquer des vues sur d'importantes questions de politique et/ou de compétence. Etant donné que les vues communiquées seraient les vues de l'organisation, elles seraient approuvées par l'organe institutionnel compétent avant d'être transmises. La disposition prévoit également que les vues en question doivent être incluses dans les documents officiels de l'organe ou entité compétent, ce qui signifie qu'il doit en être pris note mais qu'elles n'ont pas un caractère contraignant pour l'autre partie.

En outre, en vertu de cette disposition, le Fonds est tenu de faire savoir à un organe de l'OMC qui examine des mesures de change relevant de la compétence du Fonds (y compris un groupe spécial chargé de régler un différend) si ces mesures sont conformes aux Statuts du Fonds aux fins de l'application de certaines dispositions des accords connexes (article XV du GATT et article XI de l'AGCS; voir aussi plus haut le commentaire sur le paragraphe 3). Cette communication est limitée aux questions de compétence et n'engloberait pas de vues sur les questions de politique. Comme la fourniture de "renseignements" permettra de donner effet à l'obligation de consulter le Fonds au sujet de la conformité de mesures de change avec les Statuts du Fonds, ces communications feront partie des documents officiels, ce qui pourrait signifier qu'elles seront consignées, par exemple, dans les rapports des groupes spéciaux à l'Organe de règlement des différends.

Paragraphe 9

Aux fins du présent accord, le Directeur général de l'OMC et le Directeur général du Fonds assureront une collaboration entre les secrétariats des deux institutions et, à cet effet, conviendront de procédures appropriées en vue d'une collaboration, y compris l'accès aux bases de données et l'échange de vues sur des questions de compétence et de politique.

Commentaire: Cette disposition générale affirme la pratique en matière de collaboration entre les secrétariats des deux institutions. Les détails des contacts entre les secrétariats pourront être arrêtés par le Directeur général de l'OMC et le Directeur général du Fonds en vertu des pouvoirs qui leur sont conférés pour mettre en oeuvre l'Accord (voir plus loin le paragraphe 14 concernant la mise en oeuvre).

Les questions qui pourront être examinées sont les conséquences du Cycle d'Uruguay, du point de vue de la balance des paiements, pour les pays les moins avancés et les pays en

développement importateurs nets de produits alimentaires et d'autres questions intéressant les deux organisations que l'une ou l'autre pourra proposer d'examiner.

Pour ce qui est de l'accès aux bases de données, les services du Fonds mettront à la disposition du Secrétariat de l'OMC, sur demande, les fichiers, sous forme imprimée, informatique ou autre, des Statistiques financières internationales, Balance of Payments Statistics, Government Financial Statistics, Direction of Trade Statistics, étant entendu: a) qu'il s'agit de la documentation du Fonds protégée par le droit d'auteur et que sa redistribution en dehors du Secrétariat de l'OMC est interdite; et b) qu'au moins trois exemplaires de chaque document seront fournis gracieusement. Les services du Fonds mettront également à la disposition du Secrétariat de l'OMC, sur demande, des données antérieures et des projections globales figurant dans les Perspectives de l'économie mondiale. Les demandes additionnelles spécifiques en rapport avec les bases de données des Statistiques financières internationales, Balance of Payments Statistics, Government Financial Statistics et Direction of Trade Statistics seront examinées avec compréhension, de même que les demandes de projections de données pour des pays déterminés devant être utilisées dans les Perspectives de l'économie mondiale et les demandes d'autres statistiques, sous réserve des obligations de confidentialité qui limitent la divulgation des renseignements demandés.

Le Secrétariat de l'OMC donnera aux services du Fonds accès à la Base de données intégrée de l'OMC et aux listes finales d'engagements des Membres de l'OMC, étant entendu que la documentation fournie est protégée par le droit d'auteur et que sa redistribution en dehors des services du Fonds est interdite. En outre, six exemplaires du Rapport annuel de l'OMC sur le commerce international seront fournis gracieusement aux services du Fonds. Le Secrétariat de l'OMC examinera avec compréhension les autres demandes de statistiques émanant des services du Fonds.

Il est entendu que tout renseignement fourni conformément au paragraphe 9 pourra faire l'objet d'une obligation de confidentialité en vertu du paragraphe 13.

Paragraphe 10

Les services du Fonds consulteront le Secrétariat de l'OMC au sujet des problèmes d'incompatibilité éventuelle entre des mesures examinées avec un membre commun et les obligations de ce membre au titre de l'Accord sur l'OMC. Le Secrétariat de l'OMC consultera les services du Fonds au sujet des problèmes d'incompatibilité éventuelle entre des mesures examinées avec un membre commun et les obligations de ce membre au titre des Statuts du Fonds.

Commentaire: Cette disposition prévoit que les services du Fonds et le Secrétariat de l'OMC doivent se consulter sur une base informelle au sujet des questions qu'une organisation examine avec un membre commun et qui pourraient poser des problèmes d'incompatibilité en ce qui concerne les obligations découlant pour ce membre des règles fondamentales de l'autre organisation. Il est entendu que les informations fournies en retour ne constitueraient pas une déclaration de principe concernant les vues de l'organisation et n'auraient donc pas un caractère contraignant.

Paragraphe 11

Le Fonds communiquera à l'OMC, dans les moindres délais après qu'ils auront été distribués au Conseil d'administration, pour usage par son Secrétariat à titre confidentiel, les rapports et documents d'information connexes établis par ses services sur les consultations au

titre de l'article IV et l'utilisation des ressources du Fonds, concernant les membres communs et les membres du Fonds souhaitant accéder à l'OMC, sous réserve de l'agrément du membre.

Commentaire: Les documents du Fonds en question seraient fournis au Secrétariat de l'OMC dans un délai approprié suivant leur distribution aux Administrateurs, afin que le Directeur concerné ait suffisamment de temps pour en approuver la transmission, mais avant l'examen par le Conseil d'administration. Cette disposition répond au désir exprimé par le Secrétariat de l'OMC de recevoir les documents pertinents du Fonds plus rapidement que ce qui est prévu dans le cadre de la politique actuelle du Fonds concernant la transmission de documents aux autres organisations internationales, laquelle intervient au plus tôt cinq jours après l'examen des documents par le Conseil d'administration. L'approbation de cette disposition signifie donc une révision des procédures du Fonds en matière de transmission de documents en ce qui concerne l'OMC. Les documents sont destinés à l'usage exclusif du Secrétariat de l'OMC. De l'avis des services du Fonds, cinq jours ouvrables après la distribution des documents aux Administrateurs constitueraient un délai approprié.

Lorsqu'un document-cadre de politique économique est en cours d'élaboration, dans le contexte des discussions sur ses destinataires le Fonds suggérera à ses missions de faire savoir au pays concerné que l'OMC souhaite recevoir ce document.

Paragraphe 12

L'OMC communiquera au Fonds, pour usage par sa direction et ses services à titre confidentiel, les rapports établis dans le cadre du Mécanisme d'examen des politiques commerciales, les comptes rendus des réunions et les rapports des conseils, organes et comités, et les rapports des Membres de l'OMC à ces entités.

Commentaire: L'OMC fournira dans les moindres délais tous les documents en question aux services du Fonds, comme avaient coutume de le faire les comités du GATT pour leurs documents.

Paragraphe 13

Chaque partie au présent accord fera en sorte que les renseignements communiqués dans le cadre du présent accord ne soient utilisés que dans les limites spécifiées par l'autre partie.

Commentaire: En vertu de ce paragraphe, chaque institution s'engage à respecter le caractère confidentiel des renseignements reçus de l'autre organisation. En raison des termes généraux utilisés dans le paragraphe, l'obligation concerne l'usage des renseignements à l'intérieur et en dehors de l'institution.

Paragraphe 14

Le Directeur général de l'OMC et le Directeur général du Fonds seront responsables de la mise en oeuvre du présent accord et, à cette fin, prendront les dispositions qu'ils jugeront appropriées.

Commentaire: Le Directeur général de l'OMC et le Directeur général du Fonds sont chargés de mettre en oeuvre l'Accord. Ils sont habilités à prendre des dispositions complémentaires dans le cadre de l'Accord.

Paragraphe 15

Le présent accord sera réexaminé à la demande de l'une ou l'autre des parties et pourra être modifié par accord mutuel.

Commentaire: Cette disposition prévoit que les deux institutions doivent réexaminer l'Accord si l'une ou l'autre d'entre elles demande le réexamen d'une question couverte par l'Accord; s'il n'est pas fait obligation d'accepter des modifications, toute demande de réexamen devrait être étudiée de bonne foi. Une modification nécessiterait l'agrément des deux parties.

Paragraphe 16

Le présent accord pourra être dénoncé par l'une des parties au moyen d'une notification écrite à l'autre partie et, à moins que les parties n'en conviennent autrement, il cessera de produire ses effets six mois après réception de la notification.

Commentaire: Il est courant d'inclure un paragraphe sur la dénonciation dans les accords internationaux et des dispositions à cet effet figurent dans les accords conclus par le Fonds avec d'autres institutions.

Paragraphe 17

Après approbation par le Conseil général de l'OMC et le Conseil d'administration du Fonds, le présent accord entrera en vigueur à la date de sa signature.

Commentaire: L'Accord doit être approuvé par le Conseil d'administration du Fonds et le Conseil général de l'OMC avant de prendre effet. La date d'entrée en vigueur sera la date de la signature par le Directeur général de l'OMC et le Directeur général du Fonds.

ANNEXE IV

Commentaire convenu

sur

l'Accord entre la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, l'Association internationale de développement et l'Organisation mondiale du commerce

(Pas de commentaire sur le préambule)

Paragraphe 1

La Banque mondiale et l'OMC collaboreront pour l'exécution de leurs mandats respectifs conformément aux dispositions du présent accord.

Commentaire: Cette disposition de l'Accord établit la base de la collaboration entre la Banque mondiale et l'OMC.

Paragraphe 2

La Banque mondiale et l'OMC se consulteront mutuellement en vue d'arriver à une plus grande cohérence dans l'élaboration des politiques économiques au niveau mondial.

Commentaire: En vertu de cette disposition, il est convenu que la Banque mondiale et l'OMC se consulteront mutuellement au niveau institutionnel en vue d'arriver à une plus grande cohérence dans l'élaboration des politiques économiques au niveau mondial. Un groupe de travail sur la cohérence (composé de hauts fonctionnaires du Fonds, de la Banque mondiale et de l'OMC) a été créé et il établira un rapport conjoint destiné aux chefs de secrétariat des trois institutions sur une manière de procéder pour arriver à une plus grande cohérence dans l'élaboration des politiques économiques au niveau mondial. Le rapport évaluera l'étendue du sujet, définira les types de questions à examiner et suggérera d'éventuels mécanismes de mise en oeuvre.

Paragraphe 3

La Banque mondiale convient d'accorder à l'OMC le statut d'observateur à l'Assemblée annuelle du Conseil des Gouverneurs. L'OMC convient d'accorder à la Banque mondiale le statut d'observateur aux réunions de la Conférence ministérielle.

Commentaire: En vertu de cette disposition, les deux organisations s'accordent mutuellement le statut d'observateur pour les réunions de leurs organes directeurs suprêmes respectifs.

Paragraphe 4

La Banque mondiale invitera le Secrétariat de l'OMC à envoyer un observateur aux réunions des Administrateurs de la Banque mondiale portant sur des questions de politique commerciale générale et régionale, y compris l'élaboration des politiques de la Banque mondiale touchant des questions commerciales. En outre, lorsque des consultations entre les services de la Banque mondiale et le Secrétariat de l'OMC aboutissent à la conclusion que des questions présentant un intérêt commun particulier pour les deux organisations seront examinées à d'autres réunions des

Administrateurs, y compris des questions concernant des pays déterminés, le Président de la Banque mondiale recommandera d'inviter le Secrétariat de l'OMC à envoyer un observateur à ces réunions.

Commentaire: Ce paragraphe concerne la participation d'un représentant du Secrétariat de l'OMC, en qualité d'observateur, aux réunions en question des Administrateurs de la Banque mondiale. Une distinction est faite entre deux catégories de réunions. Pour ce qui est de la première, l'Accord prévoit une invitation permanente aux réunions des Administrateurs de la Banque mondiale lorsque la discussion porte sur des questions de politique commerciale générale ou régionale y compris la publication *Les perspectives de l'économie mondiale* et, le cas échéant, le Rapport sur le développement dans le monde. Telle qu'elle est utilisée dans cette disposition, l'expression "questions de politique commerciale" vise non seulement le commerce des marchandises et des services, mais aussi les questions liées au commerce relevant des accords annexés à l'Accord instituant l'OMC.³

Pour la deuxième catégorie de réunions, il est prévu d'inviter sur une base ad hoc le Secrétariat de l'OMC à envoyer un observateur à des réunions des Administrateurs n'entrant pas dans la première catégorie. Selon la procédure établie par la disposition, il peut y avoir, à l'initiative soit des services de la Banque mondiale soit du Secrétariat de l'OMC, des consultations informelles sur la participation éventuelle du représentant du Secrétariat de l'OMC à la réunion pertinente des Administrateurs de la Banque mondiale. Lorsque les deux secrétariats arrivent à la conclusion que la question présente un intérêt commun particulier pour les deux institutions, le Président de la Banque mondiale recommandera d'inviter le représentant de l'OMC à la réunion en question. Le mot "particulier" signifie qu'il doit s'agir de questions ayant une importance suffisante pour les deux institutions. Il appartiendra dans chaque cas aux Administrateurs de la Banque mondiale d'adresser ou non l'invitation, compte tenu de la recommandation du Président.

Il a été convenu séparément que le Président recommanderait d'inviter le Directeur général de l'OMC à assister, en qualité d'observateur, aux réunions du Comité du développement, comme il est indiqué dans la pièce jointe.

Paragraphe 5

L'OMC invitera la Banque mondiale à envoyer un membre de ses services en qualité d'observateur aux réunions du Conseil général, de l'Organe d'examen des politiques commerciales, des trois Conseils sectoriels, du Comité du commerce et du développement, du Comité des accords commerciaux régionaux, du Comité des mesures concernant les investissements et liées au commerce et du Comité du commerce et de l'environnement et de leurs organes subsidiaires (à l'exclusion de l'Organe de règlement des différends, du Comité du budget, des finances et de l'administration, et des groupes spéciaux chargés du règlement des différends). L'OMC invitera la Banque mondiale à envoyer un membre de ses services en qualité d'observateur aux réunions d'autres organes de l'OMC pour lesquelles la participation n'est pas prévue ci-dessus (à l'exclusion du Comité du budget, des finances et de l'administration et des groupes spéciaux chargés du règlement des

³Les accords suivants sont annexés à l'Accord instituant l'OMC: Annexe 1 - GATT de 1994 et accords sur l'agriculture, les mesures sanitaires et phytosanitaires, les textiles et les vêtements, les obstacles techniques au commerce, les mesures concernant les investissements et liées au commerce, les mesures antidumping, les procédures douanières, l'inspection avant expédition, les règles d'origine, les licences d'importation, les subventions et les mesures compensatoires, les sauvegardes, les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce et l'AGCS; Annexe 2 - Mémoire sur le règlement des différends; Annexe 3 - Mécanisme d'examen des politiques commerciales; et Annexe 4 - Accords commerciaux plurilatéraux sur le commerce des aéronefs civils, les marchés publics, le secteur laitier et la viande bovine.

différends) lorsque la Banque mondiale et l'OMC prévoient que des questions particulières présentant un intérêt commun pour les deux organisations y seront examinées.

Commentaire: Comme au paragraphe 4, il est prévu qu'un membre des services de la Banque mondiale participe aux réunions en question en qualité d'observateur. Deux cas de figure sont par ailleurs envisagés. Premièrement, une invitation permanente est prévue pour toutes les réunions des organes mentionnés dans la première phrase. Les "organes subsidiaires" comprennent le Comité des sauvegardes, le Comité des subventions et des mesures compensatoires, le Comité de l'agriculture, le Comité des restrictions appliquées à des fins de balance des paiements, le Comité de l'accès aux marchés, le Comité des pratiques antidumping, le Comité des règles d'origine, le Comité des licences d'importation, le Comité de l'évaluation en douane et le Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires. Deuxièmement, pour les autres réunions des organes de l'OMC (sauf les deux qui sont expressément exclus) une invitation sera faite dans les cas où l'organe pertinent de l'OMC constate, après consultation entre les services de la Banque mondiale et le Secrétariat de l'OMC, qu'à l'ordre du jour de ces réunions figure une question présentant un intérêt commun particulier pour les deux institutions (selon la définition donnée de cette expression dans le commentaire relatif au paragraphe 4).

Dans le présent accord, l'expression "groupes spéciaux chargés du règlement des différends" englobe les groupes spéciaux, les arbitres et l'Organe d'appel établi conformément au Mémorandum d'accord sur le règlement des différends de l'OMC, l'Organe de supervision des textiles établi conformément à l'Accord de l'OMC sur les textiles et les vêtements, le Groupe d'experts permanent établi conformément à l'Accord de l'OMC sur les subventions et les mesures compensatoires, les groupes spéciaux désignés par l'Entité indépendante établie conformément à l'Accord de l'OMC sur l'inspection avant expédition et tout autre organe à participation restreinte constitué pour le règlement de différends.

Paragraphe 6

La Banque mondiale et l'OMC se communiqueront mutuellement à l'avance l'ordre du jour et les documents pertinents établis pour les réunions auxquelles elles sont invitées conformément aux dispositions du présent accord. En outre, la Banque mondiale communiquera au Secrétariat de l'OMC l'ordre du jour des réunions des Administrateurs au moment de sa distribution à la Banque mondiale, et l'OMC communiquera à la Banque mondiale l'ordre du jour des réunions des autres organes au moment de sa distribution à l'OMC.

Commentaire. Pour les réunions auxquelles une institution invite le représentant de l'autre institution, la première communiquera à la seconde, avant la réunion, l'ordre du jour et les documents pertinents. De plus, en vertu de cette disposition, la Banque mondiale est tenue de faire parvenir au Secrétariat de l'OMC l'ordre du jour de toutes les réunions des Administrateurs au moment où il est distribué à la Banque mondiale et l'OMC est tenue de faire parvenir à la Banque mondiale l'ordre du jour des réunions de l'Organe de règlement des différends au moment où il est distribué à l'OMC. En outre, dans le cadre d'un arrangement informel, les services de la Banque mondiale communiqueront des exemplaires du Programme de travail semestriel des Administrateurs et de ses mises à jour mensuelles au Secrétariat de l'OMC, pour son usage à titre confidentiel, peu après qu'ils auront été distribués à la Banque mondiale. De manière générale, ces mesures devraient permettre à chaque institution d'être dûment informée en temps voulu des activités de l'autre.

Paragraphe 7

Aux fins du présent accord, le Président de la Banque mondiale et le Directeur général de l'OMC assureront une collaboration entre les secrétariats des deux institutions qui, à cet effet, selon qu'il conviendra, se donneront mutuellement accès à leurs bases de données, entreprendront des activités conjointes de recherche et de coopération technique et échangeront des vues sur les questions de politique.

Commentaire: Cette disposition générale affirme la pratique en matière de collaboration entre les secrétariats des deux institutions. Les détails des contacts entre les secrétariats pourront être arrêtés par le Président de la Banque mondiale et le Directeur général de l'OMC en vertu des pouvoirs qui leur sont conférés pour mettre en oeuvre l'Accord (voir plus loin le paragraphe 11 concernant la mise en oeuvre).

Les questions qui pourront être examinées sont les conséquences du Cycle d'Uruguay pour les pays les moins avancés et les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires, le rôle du commerce et de la politique commerciale dans l'accélération de la croissance économique en Afrique et d'autres questions d'intérêt commun que l'une ou l'autre des organisations pourra proposer d'examiner.

La Banque mondiale donnera au Secrétariat de l'OMC accès à la Bank Economic and Social Database (BESD), et lui fournira gracieusement trois exemplaires sous la forme appropriée (papier, disquette ou CD-ROM) des Tableaux de la dette internationale, de l'Atlas de la Banque mondiale, des Indicateurs du développement dans le monde, des Trends in Developing Economies et des African Development Indicators. Les services de la Banque mondiale mettront également à la disposition du Secrétariat de l'OMC, sur demande, l'Annexe statistique accompagnant Les perspectives de l'économie mondiale et les pays en développement. Les services de la Banque mondiale examineront avec compréhension les autres demandes de statistiques émanant du Secrétariat de l'OMC. Il est entendu que toute documentation de la Banque mondiale fournie à l'OMC est protégée par le droit d'auteur et que sa redistribution en dehors du Secrétariat de l'OMC est interdite.

Le Secrétariat de l'OMC continuera de donner aux services de la Banque mondiale accès à la Base de données intégrée de l'OMC et aux listes finales d'engagements des Membres de l'OMC, étant entendu que la documentation fournie est protégée par le droit d'auteur et que sa redistribution en dehors des services de la Banque mondiale est interdite.

Il est entendu que tout renseignement fourni conformément au paragraphe 7 pourra faire l'objet d'une obligation de confidentialité en vertu des paragraphes 9 et 10.

Ce paragraphe prévoit également que les institutions élaboreront des projets conjoints de recherche et d'assistance technique dans les domaines d'intérêt commun.

Paragraphe 8

Les services de la Banque mondiale et le Secrétariat de l'OMC procéderont à des consultations et à des échanges de vues sur toutes les questions d'intérêt mutuel en vue d'assurer l'adoption de politiques cohérentes qui se renforcent mutuellement. A cette fin, ils se tiendront régulièrement informés de leurs programmes et activités concernant les questions en rapport avec le commerce international.

Commentaire: Ce paragraphe prévoit la tenue de consultations, lorsqu'il y aura lieu, au niveau des secrétariats.

Paragraphe 9

Sous réserve des limitations qui pourront être nécessaires pour respecter le caractère confidentiel des données, la Banque mondiale et l'OMC prendront des dispositions pour assurer l'échange, au moment opportun, de renseignements, rapports et autres documents d'intérêt mutuel.

Commentaire: Cette disposition prévoit un échange régulier de documentation entre les deux institutions.

L'OMC fournira à la Banque mondiale les rapports établis dans le cadre du Mécanisme d'examen des politiques commerciales, les comptes rendus des réunions et les rapports des Conseils, Comités ou autres organes, et les rapports des Membres de l'OMC à ces entités. En outre, six exemplaires du Rapport annuel de l'OMC sur le commerce international seront fournis gracieusement aux services de la Banque mondiale. Le Secrétariat de l'OMC examinera avec compréhension les demandes d'autres renseignements, publications et statistiques émanant des services de la Banque mondiale.

La Banque mondiale fournira gracieusement à l'OMC six exemplaires du Rapport sur le développement dans le monde et de la publication Les perspectives de l'économie mondiale et les pays en développement. Les services de la Banque mondiale examineront avec compréhension les autres demandes de renseignements et de publications émanant du Secrétariat de l'OMC.

Dans le cadre de cette disposition il est entendu que, lorsqu'un document-cadre de politique économique est en cours d'élaboration, et dans le contexte des discussions sur ses destinataires, la Banque mondiale suggérera à ses missions de faire savoir au pays concerné que l'OMC souhaite recevoir ce document.

Il est entendu que tout renseignement fourni conformément à ce paragraphe pourra faire l'objet d'une obligation de confidentialité en vertu de ce paragraphe et du paragraphe 10.

Paragraphe 10

Chaque partie au présent accord fera en sorte que les renseignements communiqués dans le cadre du présent accord ne soient utilisés que dans les limites spécifiées par l'autre partie.

Commentaire: En vertu de ce paragraphe, chaque institution s'engage à respecter le caractère confidentiel des renseignements reçus de l'autre organisation. En raison des termes généraux utilisés dans le paragraphe, il est possible que l'usage des renseignements à l'intérieur et en dehors de l'institution soit soumis à restriction.

Paragraphe 11

Le Président de la Banque mondiale et le Directeur général de l'OMC seront responsables de la mise en oeuvre du présent accord et, à cette fin, prendront les dispositions qu'ils jugeront appropriées.

Commentaire: Le Président de la Banque mondiale et le Directeur général de l'OMC sont chargés de mettre en oeuvre l'Accord. Ils sont habilités à prendre des dispositions complémentaires dans le cadre de l'Accord.

Paragraphe 12

Le présent accord sera réexaminé à la demande de l'une ou l'autre des parties et pourra être modifié par accord mutuel.

Commentaire: Cette disposition prévoit que les deux institutions doivent réexaminer l'Accord si l'une ou l'autre d'entre elles demande le réexamen d'une question couverte par l'Accord; s'il n'est pas fait obligation d'accepter des modifications, toute demande de réexamen devrait être étudiée de bonne foi. Une modification nécessiterait l'agrément des deux parties.

Paragraphe 13

Le présent accord pourra être dénoncé par l'une des parties au moyen d'une notification écrite à l'autre partie et, à moins que les parties n'en conviennent autrement, il cessera de produire ses effets six mois après réception de la notification.

Commentaire: Il est courant d'inclure un paragraphe sur la dénonciation dans les accords internationaux.

Le présent accord entrera en vigueur à la date de sa signature.

Commentaire: L'Accord doit être approuvé par le Conseil des Gouverneurs de la Banque mondiale et le Conseil général de l'OMC avant de prendre effet. La date d'entrée en vigueur sera la date de la signature par le Directeur général de l'OMC et le Président de la Banque mondiale.

TABLEAU I
Comparaison schématique entre le mandat du Conseil général et les Accords avec le Fonds et la Banque

Mandat du Conseil général	Accord avec le Fonds	Accord avec la Banque
<p><i>Le Conseil général invite le Directeur général à répondre à l'invitation que les Ministres lui ont adressée dans la Déclaration sur la contribution de l'Organisation mondiale du commerce à une plus grande cohérence dans l'élaboration des politiques économiques au niveau mondial eu égard au paragraphe 5 de l'article III de l'Accord instituant l'OMC.</i></p>	<p>L'Accord établit une base formelle pour le dialogue sur la cohérence.</p>	<p>L'Accord établit une base formelle pour le dialogue sur la cohérence.</p>
<p><i>Le Directeur général, tout en s'acquittant de son mandat conformément aux critères énoncés dans la Déclaration, est invité à accorder l'attention nécessaire aux moyens éventuels de coopération pour l'élaboration des politiques économiques au niveau mondial et aux politiques spécifiques suivies par chaque institution internationale dans son domaine de compétence respectif.</i></p>	<p>Dans le préambule, il est fait référence à une plus grande cohérence et aux liens croissants entre les différents aspects de l'élaboration des politiques économiques qui relèvent des mandats respectifs du Fonds et de l'OMC. Le paragraphe 2 prévoit des consultations en vue d'arriver à une plus grande cohérence dans l'élaboration des politiques économiques au niveau mondial. Le paragraphe 10 prévoit des consultations entre les secrétariats au sujet des problèmes d'incompatibilité éventuelle. Ces dispositions sont dans une large mesure mises en oeuvre grâce à un renforcement sans précédent de la coopération entre les institutions.</p>	<p>Dans le préambule, il est fait référence à une plus grande cohérence et aux liens croissants entre les différents aspects de l'élaboration des politiques économiques qui relèvent des mandats respectifs de la Banque et de l'OMC. Le paragraphe 2 prévoit des consultations en vue d'arriver à une plus grande cohérence dans l'élaboration des politiques économiques au niveau mondial. Le paragraphe 8 prévoit des consultations entre les secrétariats en vue d'assurer l'adoption de politiques cohérentes qui se renforcent mutuellement. Ces dispositions sont dans une large mesure mises en oeuvre grâce au renforcement sans précédent de la coopération entre les institutions.</p>

Mandat du Conseil général	Accord avec le Fonds	Accord avec la Banque
<p><i>S'agissant des moyens d'arriver à une plus grande cohérence dans l'élaboration des politiques économiques au niveau mondial, le Conseil général rappelle qu'étant donné les liens qui existent entre les différents aspects de la politique économique, il est nécessaire que les institutions internationales compétentes dans chacun de ces domaines suivent des politiques cohérentes qui se renforcent mutuellement.</i></p>	<p>Le paragraphe 14 prévoit que le Directeur général de l'OMC et le Directeur général du Fonds seront responsables de la mise en oeuvre de l'Accord et, à cette fin, prendront les dispositions qu'ils jugeront appropriées. Ils sont déjà convenus de se réunir régulièrement, ce qu'ils font.</p>	<p>Le paragraphe 11 prévoit que le Directeur général de l'OMC et le Président de la Banque mondiale seront responsables de la mise en oeuvre de l'Accord et, à cette fin, prendront les dispositions qu'ils jugeront appropriées. Ils sont déjà convenus de se réunir régulièrement, ce qu'ils font.</p>
<p><i>L'OMC et le FMI [la Banque] poursuivront et élargiront la coopération instaurée dans le passé entre le GATT et le FMI [la Banque]. A cet égard, les éléments suivants devraient être pris en compte:</i></p> <p><i>Il faudrait donner un caractère formel à l'arrangement provisoire actuel et à la contribution du FMI aux consultations sur la balance des paiements, pour les biens comme pour les services, ainsi qu'à la participation du FMI aux réunions du Comité des restrictions appliquées à des fins de balance des paiements. Il faudrait prévoir la possibilité de tenir des consultations avec le FMI sur d'autres questions de finances et de change.</i></p>	<p>Ce point est traité dans le préambule.</p> <p>Le paragraphe 3 prévoit que le Fonds informera l'OMC de toute décision portant approbation de restrictions sur les paiements ou transferts ou de mesures monétaires discriminatoires. Au paragraphe 4, le Fonds accepte de participer aux consultations tenues par le Comité des restrictions appliquées à des fins de balance des paiements de l'OMC et il est prévu que les procédures régissant actuellement la participation du Fonds seront maintenues et pourront être adaptées, selon qu'il conviendra. Le paragraphe 8 prévoit que chaque</p>	<p>Ce point est traité dans le préambule.</p> <p>[Sans objet]</p>

Mandat du Conseil général	Accord avec le Fonds	Accord avec la Banque
	<p>institution pourra communiquer par écrit ses vues sur des questions d'intérêt mutuel à l'autre institution ou à l'un de ses organes ou entités (à l'exclusion toutefois des groupes spéciaux chargés du règlement des différends). Il prévoit en outre que le Fonds fera savoir par écrit à l'organe compétent de l'OMC (y compris les groupes spéciaux chargés du règlement des différends) "qui examine des mesures de change relevant de la compétence du Fonds si ces mesures sont compatibles avec les Statuts du Fonds". Le paragraphe 9 indique que les chefs de secrétariat des deux institutions assureront une collaboration entre leurs services et, à cet effet, conviendront de procédures appropriées pour des échanges de vues sur des questions de compétence et de politique. Enfin, le paragraphe 10 prévoit des consultations entre les secrétariats au sujet des problèmes d'incompatibilité éventuelle.</p>	
<p><i>Il faudrait prévoir notamment un suivi commun des dispositions pertinentes énoncées dans la Décision sur les mesures concernant les effets négatifs possibles du programme de réforme sur les pays les moins avancés et les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires ...</i></p>	<p>S'agissant du suivi commun de la Décision sur les mesures concernant les effets négatifs possibles du programme de réforme sur les pays les moins avancés et les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires, l'Accord prévoit un cadre de consultation approprié pour étudier la question. Ce point sera examiné en détail lors du dialogue sur la cohérence.</p>	<p>S'agissant du suivi commun de la Décision sur les mesures concernant les effets négatifs possibles du programme de réforme sur les pays les moins avancés et les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires, l'Accord prévoit un cadre de consultation appropriée pour étudier la question. Ce point sera examiné en détail lors du dialogue sur la cohérence.</p>

Mandat du Conseil général	Accord avec le Fonds	Accord avec la Banque
<p><i>Il faudrait prévoir notamment ... des consultations avec le FMI sur les questions liées à l'établissement d'accords spéciaux de change pour les pays qui sont Membres de l'OMC mais qui ne sont pas membres du FMI.</i></p>	<p>Pour ce qui est des consultations avec le Fonds sur les questions liées à l'établissement d'accords spéciaux de change pour les pays qui sont Membres de l'OMC mais qui ne sont pas membres du Fonds l'Accord prévoit pour traiter cette question, une procédure de consultation générale qui permette de répondre de manière appropriée, le cas échéant, aux prescriptions de l'article XV:6 du GATT. Aucun accord spécial de change n'a été conclu depuis les années 50 et il n'y en a plus en vigueur depuis longtemps.</p>	<p>[Sans objet]</p>
<p><i>Le FMI [la Banque] se verrait accorder le statut d'observateur aux réunions de la Conférence ministérielle, du Conseil général, de l'Organe de règlement des différends, de l'OEPC, des trois Conseils sectoriels et des autres organes subsidiaires pertinents des quatre Conseils. L'OMC se verrait accorder le statut d'observateur aux réunions du Conseil d'administration et du Comité de liaison OMC-FMI, aux réunions semestrielles du Comité intérimaire et du Comité du développement FMI/Banque mondiale, et aux Assemblées annuelles du Fonds/de la Banque mondiale.</i></p>	<p>Le paragraphe 5 prévoit que le Secrétariat de l'OMC sera invité aux réunions ordinaires du Conseil d'administration portant sur des questions de politique commerciale générale et régionale, y compris l'élaboration des politiques du Fonds touchant des questions commerciales, ainsi qu'aux réunions consacrées à l'examen des Perspectives de l'économie mondiale lorsque celui-ci comporte un élément commerce important. Le paragraphe 6 prévoit que les services du Fonds seront invités aux réunions de la Conférence ministérielle, du Conseil général, de l'Organe d'examen des politiques commerciales, des trois Conseils sectoriels, du Comité du commerce et du développement, du Comité des accords commerciaux régionaux, du Comité des MIC et du Comité du commerce et de l'environnement et de leurs organes subsidiaires (à l'exclusion du Comité du budget, des finances et de l'administration, de l'ORD et des groupes spéciaux chargés du règlement des différends). Les services du Fonds seront également invités à envoyer un observateur aux réunions de l'ORD lorsque des questions entrant dans la sphère de compétence du Fonds sont examinées.</p>	<p>Le paragraphe 3 prévoit que l'OMC se verra accorder le statut d'observateur à l'Assemblée annuelle du Conseil des Gouverneurs de la Banque et que la Banque se verra accorder le statut d'observateur aux réunions de la Conférence ministérielle de l'OMC. Le paragraphe 4 prévoit que le Secrétariat de l'OMC sera invité aux réunions des Administrateurs portant sur des questions de politique commerciale générale et régionale, y compris l'élaboration des politiques de la Banque mondiale touchant des questions commerciales. Le paragraphe 5 prévoit que les services de la Banque seront invités aux réunions du Conseil général, de l'Organe d'examen des politiques commerciales, des trois Conseils sectoriels, du Comité du commerce et du développement, du Comité des accords commerciaux régionaux, du Comité des MIC et du Comité du commerce et de l'environnement et de leurs organes subsidiaires (à l'exclusion du Comité du budget, des finances et de l'administration, de l'ORD et des groupes spéciaux chargés du règlement des différends).</p>

Mandat du Conseil général	Accord avec le Fonds	Accord avec la Banque
[suite]	<p>En vertu du paragraphe 5, lorsque des consultations entre les services du Fonds et le Secrétariat de l'OMC aboutissent à la conclusion que des questions présentant un intérêt commun particulier pour les deux organisations seront examinées à d'autres réunions du Conseil d'administration, y compris des questions concernant des pays déterminés, ou à des réunions du Comité de liaison du Fonds avec l'OMC, le Directeur général recommandera d'inviter le Secrétariat de l'OMC à envoyer un observateur. En vertu du paragraphe 6, l'OMC invitera le Fonds à envoyer un membre de ses services en qualité d'observateur à d'autres réunions de l'ORD ainsi qu'aux réunions d'autres organes de l'OMC pour lesquelles la participation n'est pas prévue ci-dessus (à l'exclusion du Comité du budget et des groupes spéciaux chargés du règlement des différends), lorsque le Fonds et l'OMC s'attendent à ce que des questions particulières présentant un intérêt commun pour les deux organisations seront examinées.</p> <p>La participation de l'OMC en qualité d'observateur aux réunions du Comité intérimaire et du Comité du développement sera traitée dans une lettre d'accompagnement adressée au Directeur général de l'OMC par le Directeur général du Fonds, indiquant qu'en ce qui concerne le Comité intérimaire et le Comité du développement, et afin de promouvoir une coopération plus étroite entre les institutions, le Directeur général du Fonds a recommandé que le Directeur général de l'OMC soit régulièrement invité à assister en qualité d'observateur aux séances plénières de ces comités, ainsi qu'aux réunions à participation restreinte pendant lesquelles des questions d'intérêt commun doivent être examinées.</p>	<p>En vertu du paragraphe 4, lorsque des consultations entre les services de la Banque et le Secrétariat de l'OMC aboutissent à la conclusion que des questions présentant un intérêt commun particulier pour les deux organisations seront examinées à d'autres réunions des Administrateurs, y compris des questions concernant des pays déterminés, le Président de la Banque recommandera d'inviter le Secrétariat de l'OMC à envoyer un observateur. En vertu du paragraphe 5, l'OMC invitera la Banque à envoyer un membre de ses services en qualité d'observateur aux réunions d'autres organes de l'OMC pour lesquelles la participation n'est pas prévue ci-dessus (à l'exclusion du Comité du budget et des groupes spéciaux chargés du règlement des différends), lorsque la Banque et l'OMC s'attendent à ce que des questions particulières présentant un intérêt commun pour les deux organisations seront examinées.</p> <p>La participation de l'OMC en qualité d'observateur aux réunions du Comité du développement Fonds/Banque sera traitée dans une lettre d'accompagnement adressée au Directeur général de l'OMC par le Président de la Banque mondiale, indiquant qu'en ce qui concerne le Comité du développement, et afin de promouvoir une coopération plus étroite entre les institutions, le Président de la Banque a recommandé que le Directeur général de l'OMC soit régulièrement invité à assister en qualité d'observateur aux séances plénières de ce comité, ainsi qu'aux réunions à participation restreinte pendant lesquelles des questions d'intérêt commun doivent être examinées.</p>

Mandat du Conseil général	Accord avec le Fonds	Accord avec la Banque
<p><i>L'OMC et le FMI [la Banque] s'accorderont mutuellement l'accès à leurs documentation et bases de données (y compris la BDI).</i></p>	<p>Aux termes du paragraphe 7, l'OMC et le Fonds se communiqueront mutuellement à l'avance l'ordre du jour et les documents pertinents établis pour les réunions auxquelles ils sont invités conformément aux dispositions de l'Accord. Le Fonds communiquera au Secréariat de l'OMC l'ordre du jour des réunions du Conseil d'administration au moment de sa distribution au Fonds, et l'OMC communiquera au Fonds l'ordre du jour des réunions de l'ORD au moment de sa distribution à l'OMC. Le paragraphe 9 dispose que les directeurs généraux assureront une collaboration entre les secrétariats des deux institutions et, à cet effet, conviendront de procédures appropriées en vue d'une collaboration, y compris l'accès aux bases de données et l'échange de vues sur des questions de compétence et de politique. Conformément au paragraphe 11, le Fonds communiquera à l'OMC, dans les moindres délais après qu'ils auront été distribués au Conseil d'administration, pour usage par son Secréariat à titre confidentiel, les rapports et documents d'information connexes établis par ses services sur les consultations au titre de l'article IV et l'utilisation des ressources du Fonds, concernant les membres communs et les membres du Fonds souhaitant accéder à l'OMC, sous réserve de l'agrément du membre. En vertu du paragraphe 12, l'OMC s'engage à communiquer au Fonds, pour usage par sa direction et ses services à titre confidentiel, les rapports établis dans le cadre du Mécanisme d'examen des politiques commerciales, les comptes rendus des réunions et les rapports des conseils, organes et comités, et les rapports des Membres de l'OMC à ces entités.</p>	<p>Aux termes du paragraphe 6, l'OMC et la Banque se communiqueront mutuellement à l'avance l'ordre du jour et les documents pertinents établis pour les réunions auxquelles elles sont invitées conformément aux dispositions de l'Accord. La Banque communiquera au Secréariat de l'OMC l'ordre du jour des réunions des Administrateurs au moment de sa distribution à la Banque, et l'OMC communiquera à la Banque l'ordre du jour des réunions des autres organes au moment de sa distribution à l'OMC. Le paragraphe 7 dispose que le Directeur général et le Président de la Banque assureront une collaboration entre les secrétariats des deux institutions qui, à cet effet, selon qu'il conviendra, se donneront mutuellement accès à leurs bases de données, entreprendront des activités conjointes de recherche et de coopération technique et échangeront des vues sur les questions de politique. Le paragraphe 8 dispose entre autres que les secrétariats des deux institutions se tiendront régulièrement informés de leurs programmes et activités concernant les questions en rapport avec le commerce international. Au titre du paragraphe 9, sous réserve des limitations qui pourront être nécessaires pour respecter le caractère confidentiel des données, l'OMC et la Banque prendront des dispositions pour assurer l'échange, au moment opportun, de renseignements, rapports et autres documents d'intérêt mutuel.</p>

Mandat du Conseil général	Accord avec le Fonds	Accord avec la Banque
<i>La confidentialité requise sera respectée.</i>	Le paragraphe 13 dispose que chaque partie à l'Accord fera en sorte que les renseignements communiqués dans le cadre de l'Accord ne soient utilisés que dans les limites spécifiées par l'autre partie.	Le paragraphe 10 dispose que chaque partie à l'Accord fera en sorte que les renseignements communiqués dans le cadre de l'Accord ne soient utilisés que dans les limites spécifiées par l'autre partie.